



Paris le 3 juin 2019

Les Fédérations Solidaires, CGT et FO des Finances

A

**Monsieur Bruno LE MAIRE
Ministre de l'Économie et des Finances**

Objet : Demande d'audience concernant les enquêtrices et enquêteurs de l'Insee

Monsieur le Ministre de l'Économie et de Finances,

Le 6 mars 2018, les syndicats nationaux CGT, FO et SUD de l'Insee vous sollicitaient par courrier (en pièce jointe) pour vous demander la tenue d'une réunion quadripartite concernant les enquêteurs et les enquêtrices de l'Insee.

Le 31 mai 2018, nous étions reçus par la Secrétaire Générale des Ministères économique et financiers. Nous lui avons détaillé la situation des enquêtrices et des enquêteurs, notamment l'insuffisance des remboursements de leurs frais de déplacement, et présenté nos revendications.

Le 4 septembre 2018, nos fédérations vous interpellait de nouveau sur ce sujet lors d'une audience aux fédérations syndicales du ministère. Vous aviez déclaré à l'époque que « en aucun cas les agents ne doivent en avoir de leur poche pour travailler » et vous aviez demandé au Directeur Général de l'Insee et à la Secrétaire Générale des MEFs de travailler cette question pour que les indemnités kilométriques soient revalorisées pour les enquêteurs et les enquêtrices de l'institut.

À l'époque, nous avons interprété vos propos comme un signe fort d'une volonté du ministère d'améliorer les conditions de remboursement de frais de déplacement des enquêtrices et des enquêteurs.

Malgré nos sollicitations récurrentes dans les différentes instances auprès de la Direction de l'Insee et du Secrétariat générale des ministères, nous n'avons enfin obtenu la tenue d'une réunion que le 5 avril dernier sous la forme d'une réunion conjointe des syndicats représentés aux comités techniques ministériels et de réseau Insee.

Lors de cette réunion, tenue en l'absence du Directeur général de l'Insee et de la Secrétaire Générale des MEFs, les interlocuteurs présents nous ont proposé le principe d'un forfait mais n'avaient aucun mandat pour mettre sur la table des éléments chiffrés.

Nous avons réitéré notre demande d'un engagement ferme : que le projet, quelles que soient ses modalités, compense les pertes engagées. Ni Bercy ni l'Insee n'avait d'enveloppe budgétaire à proposer. Ni Bercy ni l'Insee n'avait produit le moindre chiffrage de leur "avant-projet" de forfait de remboursement.

Face à cette situation de blocage, nous vous demandons audience en tant que décisionnaire afin de trouver des solutions pour répondre aux légitimes demandes des enquêteurs et des enquêtrices de l'Insee.

Les fédérations Solidaires, CGT et FO des ministères économiques et financiers

**Pour la Fédération
Solidaires Finances**

François-Xavier FERRUCCI

**Pour la Fédération
CGT Finances**

Alexandre DERIGNY

**Pour la Fédération
FO Finances**

Philippe GRASSET